



# MORBIHAN

## Compte rendu CTPL du 24 septembre 2007

***La seule chose qui semble être désormais vitale c'est de dégager le plus de profits, de gains de productivité possible...ce qui implique de ne s'embarrasser d'aucun sens de l'intérêt général, d'aucune conscience du collectif, du bien public, de renier les principes d'égalité, de fraternité et de liberté. La logique du système, c'est de supprimer ce qui n'est pas indispensable à la rentabilité maximale de l'entreprise fusse-t-elle l'Etat qui a une responsabilité : celle d'assurer la permanence de sa présence et l'égalité de traitement des citoyens et usagers du service public..***

Voilà la logique qui anime et justifie les « évolutions souhaitées » par la direction départementale.

Dans ce nouvel ordre économico administratif, la place de l'individu, le respect de la personne humaine n'a plus cours, ou est de plus en plus réduite à une simple variable d'ajustement budgétaire comme nous le constatons dans notre quotidien au travail comme ailleurs ....

« *L'état n'a plus d'argent pour «entretenir» toute cette fonction publique* » nous dit le Trésorier Payeur Général : que pensez d'un état qui se dit si pauvre et octroie 15 milliards de cadeaux fiscaux aux plus privilégiés de ce pays ? ! ! !

Lors de ce dernier CTPL, à toutes les interventions et les demandes de SUD, il a été répondu au travers de cette logique implacable et unilatérale. La direction estime d'ailleurs que le rôle des instances de concertation doit se limiter à « informer » les représentants du personnel des décisions prises. On ne peut guère parler de « dialogue » et encore moins le qualifier de « social » bien que ce concept soit très prisé de nos décideurs très fiers d'eux. De bien grands mots pour masquer une dégradation importante dans la réalité. Mais comme chacun sait plus on en parle moins on le pratique....

Dans l'ordre du jour « gargantuesque » et fourre tout de ce comité, une façon là aussi de tenter de neutraliser le débat, on doit retenir de bien mauvaises nouvelles pour l'avenir du réseau départemental du Trésor Public et, par conséquent, pour le tissu social et économique de notre département car chacun a pu déjà le mesurer : le départ des services publics signe souvent le déclin économique et social du lieu où il disparaît.

Ainsi a-t-il été annoncé :

**La suppression de la Trésorerie du Faouët**, et ce malgré une forte résistance de tous ceux qui refusent de voir les zones rurales se désertifier faute d'emplois et de services de proximité. Cette mort programmée survient après une lente agonie sciemment orchestrée.

**La suppression programmée des trésoreries d'Allaire et de Josselin**, « grâce » à l'opportunité des départs des chefs de poste.

Dans la série fausse bonne nouvelle : l'arrivée de deux cadres A dans le département une autre façon d'illustrer la logique « moins de fonctionnaires mieux payés » ; le financement de ces cadres A supplémentaires sera effectué par une ponction budgétaire sur les emplois de cadres B et C...en plus des suppressions déjà prévues par l'ORE, bien entendu.

Moins et moins n'ayant jamais fait plus surtout quand on occupe une bonne partie de cet encadrement aux fonctions très «productives» de contrôle interne, c'est donc encore moins d'agents dans les postes....

Dernières «excellentes nouvelles» : les expérimentations continuent et les plus anciennes seront généralisées grâce aux rapports de « bilan » établis par ceux même qui les mettent en place et ce sans aucun débat contradictoire et sans tenir compte des problèmes rencontrés. La lecture de ces bilans et les taux de satisfaction affichés nous laissent bien dubitatifs. L'administration gagnerait à reconnaître les difficultés et ne pas se retrancher derrière ces plébiscites dignes des républiques bananières ...

Pour SUD, il faut dépasser le stade des simples déclarations d'intention, dont d'ailleurs la direction n'a cure - c'est tout juste si elle les écoute (une autre illustration du dialogue social). Il faut réagir massivement, collectivement, dans l'unité la plus large. Les attaques menées contre le service public au travers des suppressions de postes et d'agents sont des attaques contre les principes mêmes d'égalité qui fondent encore notre société ; elles font partie d'un ensemble plus vaste qui vise à réduire le rôle de l'Etat à une portion congrue. Il n'y a pas de petits combats : l'important est, face à ces attaques, de résister, de s'organiser et de se battre !

**Quand on se bat, on n'est pas sûr de gagner  
mais, quand on ne se bat pas, on a déjà perdu.**

Votre représentante SUD TRESOR : Annie Rio  
Trésorerie Vannes-Clisson